

Convention au titre de la section IV du budget de la CNSA pour la modernisation et la professionnalisation des services d'aide à domicile du réseau UNA

2020 2022

Entre, d'une part,

La Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA),
Établissement public national à caractère administratif
dont le siège social est situé 66 avenue du Maine – 75 682 PARIS Cedex 14
représentée par sa directrice, **madame Virginie MAGNANT**

Ci-après désignée « la CNSA »

Et, d'autre part,

L'Union nationale de l'aide, des soins et des services aux domiciles (UNA)
dont le siège social est situé 255 rue de Vaugirard - 75015 PARIS
représentée par sa directrice générale, Madame **Nicole STREIGNART**
SIRET n° 784 579 518 00100

Ci-après désigné « l'UNA »

- Vu le code de l'action sociale et des familles et notamment ses articles L. 14-10-5 et R. 14-10-49 et suivants,
- Considérant que le programme participe aux objectifs définis par le IV de l'article L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles

Il est décidé et convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

L'Union Nationale de l'Aide, des Soins et des Services aux Domiciles (UNA) est une association créée en 1970 et reconnue d'utilité publique. Elle œuvre pour rendre concret et effectif le droit fondamental pour chacun d'être aidé, accompagné et soigné à domicile et ce quels que soient sa situation personnelle, son environnement et son degré d'autonomie. UNA développe son activité dans le champ de l'économie sociale et solidaire et regroupe 730 services adhérents, partout en France et en Outremer (associations, fondations, services publics territoriaux et organismes mutualistes).

Au total, ce sont plus de 67,3 millions d'heures d'intervention qui sont réalisées chaque année par plus de 76 000 professionnels du réseau auprès de plus de 539 000 personnes aidées.

Dans le cadre de sa stratégie nationale, UNA entend poursuivre la modernisation de son réseau, sur l'ensemble du territoire. Depuis plusieurs années, les adhérents du réseau UNA se sont fortement engagés dans une démarche de professionnalisation des intervenants à domicile et des personnels d'encadrement, afin d'améliorer et de sécuriser l'accompagnement des personnes fragilisées par l'âge, le handicap, la maladie ou des difficultés d'ordre social.

Les adhérents du réseau UNA travaillent également depuis longtemps à la mise en place d'une démarche qualité. Celle-ci répond non seulement à l'enjeu de sécurisation des prestations mais également à l'objectif de rendre le fonctionnement et l'organisation des structures plus efficaces.

La deuxième tranche du programme de modernisation accompagnée par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) a fait l'objet d'une forte adhésion du réseau avec environ 400 structures engagées sur la période comprise entre le 1er octobre 2014 et le 31 décembre 2019.

Au travers de ce programme, UNA a proposé à son réseau un accompagnement renforcé sur des thématiques fondamentales comme l'adéquation besoins/ prestations qui recouvre le développement de l'accompagnement des personnes en situation de handicap, la coordination aide et soin, mais également l'optimisation des organisations, les projets de coopérations et mutualisation, les projets systèmes d'Information autour de l'observatoire du réseau, la labellisation, l'hébergement mutualisé.

UNA souhaite, dans le cadre d'une nouvelle convention avec la CNSA (2020-2022), capitaliser et approfondir les travaux conduits lors de la 2ème tranche du programme et engager de nouvelles actions pour accompagner le réseau UNA dans sa volonté permanente d'amélioration des réponses proposées et des prestations délivrées auprès des usagers tout en contribuant aux nécessaires évolutions et mutations du secteur du domicile. L'offre se transforme et les accompagnements s'adaptent ou s'ajustent aux besoins et attentes en évolution. UNA souhaite ainsi inscrire l'ensemble du réseau UNA dans les transformations à l'œuvre pour proposer les services à domicile de demain.

Cette dynamique s'inscrit dans le droit fil de l'engagement du réseau UNA qui intègre la problématique de l'équilibre économique des structures dans un environnement financier contraint, tout en maintenant son engagement d'exercice de missions d'intérêt général relatives à l'accompagnement des plus fragiles par des acteurs non-lucratifs.

La présente convention a été élaborée à partir d'une série d'éléments complémentaires :

- l'évolution du contexte national (complexité du champ et difficultés financières rencontrées) ;
- les grands axes de développement du secteur (évolution des relations entre financeurs et structures, attention accrue à la continuité des parcours des personnes aidées et aux pratiques de collaboration entre professionnels d'un même territoire, développement des compétences d'intervention sur le secteur du handicap, accompagnement des aidants) ;
- les recommandations issues de l'évaluation externe de la 2ème tranche du programme (affiner le diagnostic des structures, repenser les relais locaux, proposer une vision

- plus transversale des actions) ;
- les axes stratégiques du réseau UNA national.

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités de la participation financière de la CNSA au programme pour la modernisation et la professionnalisation des services d'aide à domicile que l'UNA s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité.

Ce programme porte sur les points suivants :

Axe 1 : Aide à domicile - Structuration de l'offre

- Action 1.1 : Mutualisation - Regroupement
- Action 1.2 : Adaptation de l'offre à un public spécifique ou à l'évolution de l'accompagnement

Axe 2 : Aide à domicile - Modernisation du secteur

- Action 2.1 : Mise en place de la télégestion
- Action 2.2 : Modernisation des outils métiers – Système d'information
- Action 2.3 : Maîtrise et sécurisation des données dans l'aide à domicile
- Action 2.4 : Amélioration de la gestion financière et organisationnelle des services – Gestion financière
- Action 2.5 : Mise en œuvre d'une politique de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences
- Action 2.6 : Mise en œuvre d'une politique de prévention des risques

Axe 3 : Bénévolat

- Action 3.1 : Formation et soutien des bénévoles favorisant le maintien du lien social

Axe 4 : Pilotage de la convention

- Action 4.1 : Pilotage et suivi de la convention, évaluation externe

Les actions à réaliser sont décrites dans l'annexe n° 1, qui fait partie intégrante de la présente convention.

Article 2 – Coût du projet et participation de la CNSA

Le coût global prévisionnel des actions s'élève à 24 761 890 € (vingt-quatre millions sept cent soixante et un mille huit cent quatre-vingt-dix euros).

Pour la réalisation de ce programme, la participation de la CNSA est fixée, pour chaque année, à hauteur de 60 % du coût de chacune des actions soit un montant maximum de 14 857 133 € (quatorze millions huit cent cinquante-sept mille cent trente-trois euros)

Ce coût global se répartit de la manière suivante :

- **première année** : le coût global prévisionnel des actions est de 6 537 290€ (six millions cinq cent trente-sept mille deux cent quatre-vingt-dix euros) . Au titre de cette année, la participation de la CNSA est d'un montant total maximum de 3 922 373 € (trois millions neuf cent vingt-deux mille trois cent soixante-treize euros);
- **deuxième année** : le coût global prévisionnel des actions est de 9 081 534 € (neuf millions quatre-vingt-un mille cinq cent trente-quatre euros). Au titre de cette année, la participation de la CNSA est d'un montant total maximum de 5 448 920 € (cinq millions quatre cent quarante-huit mille neuf cent vingt euros);
- **troisième année** : le coût global prévisionnel des actions est de 9 143 066 € (neuf millions cent quarante-trois mille soixante-six euros). Au titre de cette année, la participation de la CNSA est d'un montant total maximum de 5 485 840 (cinq millions quatre cent quatre-vingt-cinq mille huit cent quarante euros).

Le montant de la participation de la CNSA est établi sous réserve de la mise en œuvre des actions dont la programmation financière figure en annexe 2. Cette annexe est une partie intégrante de la présente convention.

Les montants relatifs aux coûts annuels, aux acomptes et aux compléments sont arrondis à l'euro. Ces montants prévalent sur le calcul exact des taux pour le versement des acomptes et des compléments.

Le solde sera quant à lui calculé au centime près par l'application des dépenses effectivement réalisées et justifiées sur la base des documents mentionnés à l'article 5 et par application des taux de prise en charge par la CNSA prévus au second paragraphe du présent article 2.

Seules les dépenses afférentes au programme conformes aux dispositions des articles du code de l'action sociale et des familles régissant la section IV du budget de la CNSA et notamment ses articles L. 14-10-5, R 14-10-49, R 14-10-50 sont prises en compte à compter de la date d'effet mentionnée à l'article 8.

Article 3 – Modalités de versement de l'aide de la CNSA

Sous réserve de la disponibilité des crédits, la participation de la CNSA sera versée suivant les modalités suivantes :

- au titre de la première année, un acompte de 50 % du montant total de la participation de la CNSA au titre de cet exercice sera effectué dans un délai d'un mois à compter de la date de notification de la présente convention ;
- au titre de la première année, un versement complémentaire de 30 % du montant total de la participation de la CNSA au titre de cet exercice pourra être effectué dans le délai d'un mois suivant la date de réception par la CNSA d'une attestation justifiant de la consommation de l'acompte (annexe 3) ;
- au titre des deuxième et troisième années, un acompte de 50 % du montant total de la participation de la CNSA au titre de chacun de ces exercices sera effectué dans le délai d'un mois suivant la date de réception de l'attestation d'engagement des actions ;
- au titre des deuxième et troisième années, un versement complémentaire de 40 % du montant total de la participation de la CNSA au titre de chacun de ces exercices pourra être

effectué dans le délai d'un mois suivant la date de réception par la CNSA d'une attestation justifiant de la consommation de l'acompte (annexe 3) ;

- au titre de chaque exercice, l'UNA transmet, au plus tard le 31 mars de l'année N+1, à la CNSA une attestation d'engagement des actions (annexe 4).
- le solde de la participation financière de la CNSA au programme sera versé dans le délai d'un mois suivant la date de réception des documents, mentionnés à l'article 5.

Au titre de chaque exercice, les crédits alloués sont fongibles entre les actions d'un même axe du programme de la convention.

Les crédits non consommés au titre d'une année ne font pas l'objet d'un report.

Le comptable assignataire chargé des paiements est l'agent comptable de la CNSA.

Les sommes seront versées sur le compte de l'UNA référencé par relevé d'identité bancaire ou postal ci-annexé (annexe 5). Tout changement de coordonnées bancaires sera notifié à la CNSA.

Article 4 – Exécution de tout ou partie des actions par un tiers

Le reversement à un tiers, sous forme de subvention, de tout ou partie de la participation de la CNSA est de principe interdit conformément aux dispositions de l'article 15 du décret-loi du 2 mai 1938 relatif au budget.

Par exception et conformément à l'article R 14-10-50 du code de l'action sociale et des familles, un (ou plusieurs tiers) pourra exécuter tout ou partie des actions prévues dans le cadre de la présente convention par mandatement. L'UNA autorise alors la délégation des crédits nécessaires aux fins de prise en charge des dépenses considérées et assure la traçabilité de cette opération selon les modalités prévues à l'article 5 de la présente convention.

Article 5 – Modalités de suivi et de contrôle de l'exécution de la convention

L'UNA est responsable de la mise en œuvre du programme d'actions prévu par la présente convention ainsi que du contrôle de la réalité de la dépense (contrôle du service fait).

L'UNA s'engage à :

- se soumettre à tout contrôle sur pièces et sur place, ou audit effectué par la CNSA ou un tiers mandaté par elle ;
- assurer le contrôle de la réalité des dépenses effectuées conformément à la présente convention et à ses objectifs ;
- à conserver les pièces justificatives de ces dépenses jusqu'à la date limite à laquelle sont susceptibles d'intervenir les contrôles, soit trois ans après le dernier paiement effectué par la CNSA ;
- à garantir la traçabilité de l'emploi de la subvention globale de la CNSA

Par ailleurs, chaque année, un bilan d'activité et un compte-rendu financier intermédiaires (annexe 6 et 7) des actions réalisées, arrêtés au 31 décembre, sont transmis à la Direction de la Compensation de la CNSA au plus tard le 30 juin de l'année suivante. Au vu de ces différents éléments, la CNSA se réserve, chaque année, le droit de revoir, en accord avec l'UNA, la programmation financière, et, le cas échéant, de proposer un avenant.

Au plus tard 9 mois après le terme de la présente convention, l'UNA transmet à la CNSA un bilan d'activité et un compte-rendu financier définitifs (annexes 8 et 9) certifié par un commissaire aux comptes, justifiant de la réalisation des actions prévues au cours des trois années de la convention.

Ces documents, datés et signés par le représentant légal de l'UNA, sont établis et adressés en deux exemplaires originaux à la Caisse.

Toute modification ou abandon du projet doit être signalé à la CNSA. L'acceptation de toute modification fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

Au cas où le contrôle ou l'audit mentionné ci-dessus fait apparaître que tout ou partie des sommes versées n'a pas été utilisé ou l'a été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1, ou que

l'évolution du projet a entraîné le dépassement des taux de contribution mentionnés à l'article 2, la CNSA, procédera au recouvrement des sommes indûment perçues par UNA.

Article 6 – Communication, concurrence et transparence et sécurité

Communication : le financement accordé par la CNSA dans le cadre du projet doit être porté à la connaissance des bénéficiaires des actions conduites. Quand le financement est utilisé pour la publication ou la production de documents écrits, audiovisuels ou numériques, la participation de la CNSA doit obligatoirement y être mentionnée (logo « Avec le soutien de la CNSA » en annexe 10).

Le logo « Avec le soutien de la CNSA » ne doit être utilisé qu'en lien direct avec le projet financé.

Concurrence et transparence : L'UNA s'engage à respecter, selon les cas, les règles de concurrence et de passation des marchés publics ainsi que les règles de transparence applicables aux subventions publiques.

Propriété intellectuelle : en application de l'article L. 111-1 du code de la propriété intellectuelle, UNA, auteur de toutes œuvres de l'esprit réalisées dans le cadre de la présente convention, détient, sur ces œuvres, un droit de propriété exclusif et opposable à tous.

La cession globale des œuvres de l'auteur est nulle, toutefois, en application de l'article L. 131-3 du code de la propriété intellectuelle, UNA concède à la CNSA, à titre non exclusif, le droit de diffuser ces travaux à titre gracieux sur son site internet sans limitation de durée.

Sécurité et confidentialité des données : toute donnée à caractère personnel en relation avec la présente convention sera traitée par la CNSA conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil.

Les données collectées par la CNSA permettront de réaliser le traitement de l'attribution de la subvention objet de la présente convention. Les informations sont collectées pour le seul usage de ce traitement et seront utilisées en interne par la CNSA.

Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et conformément aux articles 12 à 21 du Règlement général de la protection des données (RGPD), toute personne dispose des droits suivants au regard de ses données personnelles en prouvant son identité :

- droit d'accès (article 15 du RGPD) : auprès du responsable de traitement, il est possible d'obtenir toute information concernant la gestion des données personnelles (finalité, catégorie de données traitées, destinataires...) ;
- droit de rectification (article 16 du RGPD) : il est possible de demander à tout moment la rectification de données personnelles inexactes ;
- droit à l'effacement (article 17 du RGPD) : il est possible de demander que le responsable de traitement efface toutes les données quand elles ne sont plus utiles au traitement ou que celui-ci est terminé ;
- droit à la limitation du traitement (article 18 du RGPD) : suspension du traitement des données personnelles si le traitement est jugé illicite ou qu'il n'est plus utile ;
- droit à la portabilité de vos données (article 20 du RGPD) : récupérer les informations transmises dans un format structuré permettant le transfert vers un autre tiers, voire même demander le transfert direct vers un tiers désigné ;
- droit d'opposition (article 21 du RGPD) : sauf motif légitime du responsable de traitement, il est possible de s'opposer au traitement de vos données personnelles.

En tant que responsable de traitement dans le cadre de l'exécution de la présente convention, UNA fera son affaire du respect de la réglementation en matière de protection des données personnelles.

Article 7 – Suivi de l'application de la convention par un comité de pilotage

Un comité de pilotage, composé notamment de représentants de UNA et de la CNSA, assurera le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre du programme, et en communiquera les résultats, sur la base d'indicateurs que les membres dudit comité de pilotage auront préalablement définis. Les comptes rendus du comité de pilotage seront transmis à la CNSA.

Les membres du comité de pilotage veillent à prévenir tout risque d'incohérence entre les actions financées en application de la présente convention.

UNA, au vu des délibérations du comité de pilotage et dans le but d'évaluer les résultats des actions réalisées, tant au plan qualitatif que quantitatif, devra fournir les documents mentionnés à l'article 5.

Article 8 – Durée de la convention, avenant et résiliation

La présente convention est conclue à compter de 1^{er} janvier 2020 jusqu'au 31 décembre 2022. Elle pourra, en accord avec les deux parties signataires, faire l'objet d'avenant.

Enfin, en cas de non-respect par l'une des parties, d'une ou plusieurs de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, à l'expiration d'un délai de deux mois suivants l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

En cas d'inexécution totale ou partielle ou de modification substantielle dans l'exécution du projet n'ayant pas obtenu l'accord de la CNSA, celle-ci peut ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées, ou la diminution de sa subvention, après examen des justificatifs présentés par l'organisme et après avoir entendu ses représentants.

La non-production de documents et fichiers mentionnés à l'article 5 de la convention, le refus de communication ou la communication tardive peut justifier la suppression de la subvention ou la restitution par le porteur du programme de tout ou partie de la subvention versée.

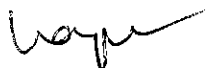
Article 9 - Contentieux

Le tribunal administratif de Paris – 7 rue de Jouy 75004 PARIS – est compétent pour connaître des contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait en trois exemplaires originaux à Paris, le

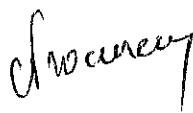
10 MARS 2020

La directrice de la CNSA
Virginie MAGNANT

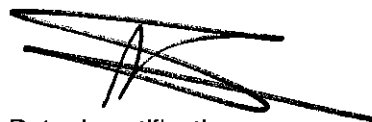


Vu la contrôleur budgétaire de la CNSA
Martine PROCUREUR

avis n° 2020-08 du 5 mars 2020



La directrice générale de UNA
Nicole STREIGNART



Date de notification :

10 MARS 2020